

ACHETEUR
MINISTÈRE DE LA CULTURE
Archives nationales d'outre-mer
29, chemin du Moulin de Testas
13090 Aix-en-Provence

ANOM 2026-01

Marché pour la réalisation de prestations de classement (traitement intellectuel et matériel) de documents d'archives conservés aux Archives nationales d'outre-mer

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Numéro de consultation : ANOM 2026-01

Intitulé de la consultation : Marché pour la réalisation de prestations de classement (traitement intellectuel et matériel) de documents d'archives conservés aux Archives nationales d'outre-mer

Article 1 - Contexte.....	4
Article 2 - Dispositions relatives au marché.....	4
2.1. Représentation des parties.....	4
2.1.1. Représentation de l'acheteur.....	4
2.1.2. Représentation du titulaire.....	4
Article 3 - Caractéristiques principales du marché.....	4
3.1. Objet du marché.....	4
3.2. Allotissement.....	5
3.3. Procédure du marché.....	5
3.4. Forme du marché.....	5
3.5. Durée et reconduction de l'accord-cadre.....	5
3.6. Lieu d'exécution et moyens de transport.....	5
Article 4 - Pièces constitutives du marché.....	5
Article 5 - Modalités d'exécution des prestations.....	6
5.1. Conditions d'exécution.....	6
5.1.1. Délais d'exécution des prestations.....	6
5.1.2. Émission et exécution des bons de commande.....	6
5.1.3. L'équipe dédiée.....	6
5.1.4. Impossibilité de respect du délai contractuel.....	7
5.1.5. Pilotage du marché.....	7
5.1.6. Représentation de l'acheteur.....	8
5.2. Constatation de l'exécution des prestations.....	8
5.3. Obligations du titulaire.....	8
5.3.1. Obligation de conseil.....	9
5.3.2. Obligation d'information.....	9
5.3.3. Confidentialité et secret des affaires.....	9
5.3.4. Mesures de sécurité.....	10
5.3.5. Responsabilité du Titulaire.....	10
5.4. Démarche sociale et environnementale.....	10
5.4.1. Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables ».....	10
5.4.2. Clause relative à l'égalité professionnelle et la lutte contre les discriminations.....	11
5.4.3. Clause environnementale.....	11
5.5. Traitement des données à caractère personnel.....	11
5.5.1. Précisions terminologiques.....	12
5.5.2. Description du traitement de données à caractères personnel.....	12
5.5.3. Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD).....	12
5.5.4. Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire.....	12
5.5.5. Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD).....	12
5.5.6. Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD).....	13
5.5.7. Droit d'information et exercice des personnes concernées (art 13 à 15 du RGPD).....	14
5.5.8. Notification des violations de données à caractère personnel (art. 33 du RGPD).....	14
5.5.9. Sort des données (article 28.3.g du RGPD).....	15
5.6. Régime des droits de propriété intellectuelle.....	15
5.6.1. Définition des résultats.....	15
5.6.2. Dispositions générales.....	15
5.6.3. Régime juridique des résultats.....	15
5.7. Garantie.....	16
5.8. Pénalités.....	16
5.8.1. Principes généraux.....	16

5.8.2.	<i>Plafonnement des pénalités</i>	16
5.8.3.	<i>Pénalités pour non-respect de l'équipe dédiée</i>	16
Article 6 - Régime financier		16
6.1.	Forme et contenu des prix.....	16
6.2.	Taux de TVA.....	17
6.3.	Monnaie	17
6.4.	Révision des prix.....	17
6.5.	Modalités financières	17
6.5.1.	<i>Avances</i>	17
6.5.2.	<i>Répartition des paiements</i>	18
6.5.3.	<i>Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire</i>	18
6.5.4.	<i>Intérêts moratoires</i>	18
6.6.	Modalités de facturation	19
6.6.1.	<i>Prérequis à la facturation due à l'exécution des prestations</i>	19
6.6.2.	<i>Mentions devant apparaître sur les factures dues à l'exécution des prestations</i>	19
6.6.3.	<i>Transmission des factures</i>	19
Article 7 - Dispositions diverses		20
7.1.	Notification des informations et échanges dématérialisés	20
7.2.	Langue	20
7.3.	Sous-traitance.....	20
7.4.	Assurances.....	20
7.5.	Autres obligations administratives.....	21
7.6.	Modification du marché	21
7.7.	Résiliation du marché.....	22
7.8.	Exécution aux frais et risques du titulaire	22
7.9.	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence ..	22
7.10.	Redressement ou liquidation judiciaires	23
7.11.	Différends	23
7.11.1.	<i>Principes communs au règlement amiable des différends</i>	23
7.11.2.	<i>Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au médiateur des entreprises</i>	25
7.12.	Litiges et contentieux.....	25
7.13.	Suspension du marché	25
7.13.1.	<i>Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire</i>	25
7.13.2.	<i>Suspension à l'initiative de l'acheteur</i>	26
7.13.3.	<i>Prolongation du délai d'exécution des prestations</i>	26
7.13.4.	<i>Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée</i>	26
Article 8 - Dérogations au CCAG		27

Article 1 - Contexte

Situées à Aix-en-Provence depuis 1966, les Archives nationales d'outre-mer sont un service à compétence nationale relevant du Service Interministériel des Archives de France, du ministère de la Culture. Elles conservent les archives publiques de la présence coloniale française outre-mer. S'y ajoutent des archives privées et d'entreprises relatives à l'outre-mer ainsi qu'une bibliothèque d'études, une cartothèque et une iconothèque spécialisées.

Elles ont notamment pour mission, la conservation, la valorisation et la communication de ces archives aux chercheurs quelle que soit leur qualité (universitaire, historien, généalogiste, etc.) la valorisation des documents peut prendre diverses formes : site internet, exposition, publication, etc.

La consultation de ces documents se fait sur place, dans la salle de lecture ou par Internet à l'adresse suivante pour les documents qui ont été numérisés :

<https://archives-nationales-outre-mer.culture.gouv.fr>

Article 2 - Dispositions relatives au marché

2.1. Représentation des parties

2.1.1. Représentation de l'acheteur

Le présent marché est porté par les Archives nationales d'outre-mer.

L'acheteur est représenté, pour l'exécution du présent marché, par le directeur des Archives nationales d'outre-mer.

La secrétaire générale et la responsable du projet sont désignées par l'acheteur par les Archives nationales d'outre-mer lors de la notification du marché et présenté lors de la réunion de démarrage. Ils sont chargés du suivi de l'exécution des prestations.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire

2.1.2. Représentation du titulaire

Le présent document fait mention du titulaire, bien que plusieurs titulaires puissent être retenus. Les termes du marché s'appliquent à tous les titulaires.

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs uniques pour l'acheteur, qui dispose du savoir-faire et qui a compétence, qualité et autorité pour assurer notamment la conduite, la direction, la coordination, la réalisation ainsi que la gestion et le bon fonctionnement pour l'exécution du marché. Il dispose notamment des pouvoirs nécessaires afin de prendre toute décision requise par la situation.

Cet interlocuteur est désigné dans l'offre du titulaire, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Article 3 - Caractéristiques principales du marché

3.1. Objet du marché

La présente consultation concerne la réalisation de prestations de classement (traitement intellectuel et matériel) de documents d'archives conservés aux Archives nationales d'outre-mer

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services

Code(s) CPV de la consultation :

- Principal : 92512000-3 – Services d'archives
- Autres : 95200000-6 – Services de bibliothèque, archives, musées et autres services culturels

3.2. Allotissement

Le marché n'est pas alloti car la nature des prestations ne permet pas une satisfaction du besoin efficace.

3.3. Procédure du marché

L'accord-cadre est passé selon une procédure adaptée en raison de son objet, en application du 2° de l'article L. 2123-1 du code de la commande publique et de l'article R. 2123-1 du code de la commande publique.

3.4. Forme du marché

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu avec un maximum d'engagement en montant HT, qui constitue la limite supérieure des obligations contractuelles de l'ensemble des parties au contrat. Ainsi, celui-ci prend fin de plein droit dès lors que le maximum est atteint et ce, quand bien même sa durée de validité ne serait pas encore expirée, reconductions comprises.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum HT reconductions incluses :

Minimum	Maximum HT reconductions incluses
0 €	165 000 €

Il convient toutefois de préciser que le montant maximal indiqué ci-dessus n'est pas un montant de consommation envisagée sur la durée du marché. Il est une estimation d'un seuil au-delà duquel le marché prendra obligatoirement fin, que le marché soit ou non arrivée à son échéance.

3.5. Durée et reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois.

Cette durée s'entend hors reconduction(s) éventuelle(s).

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

Le marché public est reconductible tacitement trois (3) fois dans les mêmes conditions avec un préavis de deux (2) mois en cas de décision de non-reconduction.

3.6. Lieu d'exécution et moyens de transport

La prestation est à réaliser dans les locaux des Archives nationales d'Outre-Mer à Aix-en-Provence.

- En journée continue du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00.

Article 4 - Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante et par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS :

- Un acte d'engagement (AE) et une annexe financière, le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives générales (CCAP) ;
- Un cahier des clauses techniques et particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire, à travers notamment son mémoire technique et ses annexes éventuelles.

Toutes les conditions générales de vente ou autres mentions pouvant figurer dans la proposition commerciale transmise par le titulaire à l'appui de son offre qui seraient contraires aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-dessus sont réputées non écrites.

Article 5 - Modalités d'exécution des prestations

5.1. Conditions d'exécution

5.1.1. Délais d'exécution des prestations

Le point de départ du délai d'exécution est la date de notification du bon de commande émis par l'acheteur.

Le délai part de la date d'émission du bon de commande.

Pour les délais d'exécution, il convient de se référer à l'article 11 du CCTP.

La date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison à l'acheteur des documents traités dans leur totalité.

5.1.2. Émission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification.

Chaque bon de commande précise notamment :

- Le numéro EJ Chorus commençant par 14 ;
- L'intitulé de l'accord cadre ;
- Le numéro de référence de l'accord cadre (n° d'EJ CHORUS) ;
- Le code service exécutant (nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- L'identification du titulaire ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- L'objet de la commande ;
- La désignation et la quantité des prestations commandées ;
- Le ou les prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) de chaque prestation telles qu'elles figurent dans les annexes financières à l'acte d'engagement ;
- Le montant total (HT et TTC) du bon de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais leur exécution doit être terminée au plus tard six (6) mois suivant la fin du marché.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

5.1.3. L'équipe dédiée

Généralités :

Le titulaire désigne dans le mémoire technique remis à l'appui de son offre la composition de l'équipe intervenante pour la réalisation des prestations du marché.

Modification de l'équipe dédiée :

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 10 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours calendaires suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé « accepté » si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de vingt jours pour proposer un autre remplaçant.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire et sans indemnisation.

Représentation des parties

5.1.4.Impossibilité de respect du délai contractuel

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG-FCS.

5.1.5.Pilotage du marché

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur et le titulaire : il s'agit de la réunion de démarrage et des réunions de suivi dans les conditions précisées dans l'offre du titulaire.

Réunion de démarrage :

Le marché débute par une réunion de démarrage au cours de laquelle le représentant de l'acheteur présente son organisation, son activité et les données disponibles (documents, supports...) relatives à la prestation.

L'objet de cette réunion est de :

- Présenter l'organisation du projet ;
- S'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement) ;
- Rappeler la nature des livrables et le planning associé ;
- Rappeler le processus de validation / acceptation des livrables
- Agréer le mode de reporting du prestataire (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans l'accord-cadre : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes rendus, etc.) ;
- Préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant de l'acheteur envers le prestataire.

Réunion(s) de suivi :

En tant que de besoin, des réunions d'avancement assurant un suivi au plus près de l'état des prestations peuvent être organisées, afin de s'assurer de l'adéquation entre le besoin exprimé et la prestation réalisée.

Ces réunions aborderont, notamment, les points suivants :

- Respect du planning (tâches engagées, tâches closes), voire le système de pénalités décrit dans le présent document ;
- Mise à jour des écarts/dérives éventuels (besoin exprimé, prestation...) et identification des actions correctives et préventives ;
- Points techniques ouverts ;
- Bilan des actions non closes ;
- Échanges et avis sur les documents de travail du titulaire. Ces avis sont distincts des opérations de vérifications ;
- Définition des tâches à venir.

À l'issue de chaque réunion, une fiche liaison technique est complétée. Les comptes rendus sont rédigés par le titulaire à ses frais. La gestion des actions soulevées lors de ces réunions d'avancement est faite par le représentant du titulaire. Le prix de ces réunions est inclus dans les prix du marché.

5.1.6.Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au Titulaire.

5.2. Constatation de l'exécution des prestations

Le contrôle et la vérification des prestations sont effectués par les Archives nationales d'outre-mer pendant la durée du marché.

Les opérations de vérifications consistent à s'assurer que les prestations ont été réalisées conformément aux stipulations du marché. À l'issue des opérations de contrôle et de vérification de la conformité des prestations, les ANOM peuvent prendre l'une des décisions suivantes :

- L'admission des prestations ; la mention « service fait » ou la signature d'un PV de réception vaut admission sans réserve ; les ANOM se réservent le droit de définir des modalités d'admission assouplies avec le titulaire mais néanmoins formalisées à la notification du marché ;
- Ajournement, qui, par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, impose au titulaire de présenter son livrable/document modifié des mises au point nécessaires sous 3 jours ouvrés ; le pouvoir adjudicateur dispose d'un nouveau délai de vérification équivalent à celui octroyé pour la vérification opérée sur les éléments présentés initialement ;
- Réfaction : lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations ;
- Rejet, auquel cas le titulaire :
 - o Est tenu dans un premier temps d'exécuter à nouveau l'entière prestation prévue sous un délai minoré par rapport au délai initial qui est fixé par le pouvoir adjudicateur ;
 - o Est tenu, dans un second temps après répétition du rejet, de rembourser d'éventuelles acomptes déjà perçus.

Les délais d'exécution supplémentaires issus de décisions d'ajournement ou de rejet peuvent être ajoutés aux délais initiaux d'exécution constatés avant décisions et entrer dans le calcul de pénalités de retard.

Le représentant de l'acheteur notifie également, le cas échéant, sa décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers de l'accord-cadre, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas. La décision de résiliation mentionnera cette possibilité.

5.3. Obligations du titulaire

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. À défaut, et à l'issue d'un délai de huit (8) jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus

importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

5.3.1.Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts. Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché.

Dans l'hypothèse où ce rapport conduirait à modifier les stipulations du marché, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant.

Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations du marché, le rapport est formalisé par un simple échange de courriels entre les parties.

5.3.2.Obligation d'information

Le Titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations dans les plus brefs délais à partir de la constatation des éléments.

L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

5.3.3.Confidentialité et secret des affaires

Obligation de réserve

Durant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire s'avère astreint à une obligation de réserve et de discrétion. Il ne peut en aucun cas faire état d'information qu'il aura été à même de connaître au cours de l'exécution du marché.

Le titulaire ne peut en aucun cas reproduire les documents qui lui sont confiés, sauf dans le cadre d'un constat d'état à l'attention du pouvoir adjudicateur, sur quelque support que ce soit, pour son compte ou celui d'un tiers.

Confidentialité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. L'acheteur peut demander, à tout moment, au Titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du Titulaire et sans indemnisation.

Secret des affaires

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès. En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 500€ HT par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation du marché à ses torts. Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le Titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le Titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés. Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

5.3.4.Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. **Les titulaires doivent faire connaître à l'acheteur, sur la demande de ce dernier, le lieu d'exécution des prestations.**

Le prestataire s'engage à respecter toutes les consignes qui seront données par le pouvoir adjudicateur relativement à l'accès et à la sécurité à l'intérieur des Archives nationales d'outre-mer.

Le personnel du Titulaire devra être équipé d'une tenue vestimentaire ou d'un badge indiquant le nom de la société lors de l'exécution des prestations aux ANOM ainsi que des équipements de protection individuelle requis pour l'accomplissement de leurs missions.

5.3.5.Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le Titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

5.4. Démarche sociale et environnementale

5.4.1.Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Culture s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 13 avril 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;
- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ;
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR),
- et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

5.4.2.Clause relative à l'égalité professionnelle et la lutte contre les discriminations

Le ministère de la Culture est détenteur depuis 2017 des labels « Égalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR.

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le ministère s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le ministère de la Culture souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux. Compte tenu de cette ambition, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Égalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère. Ce questionnaire n'est exigé que du seul titulaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant de l'acheteur compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

5.4.3.Clause environnementale

Le présent marché comprend des considérations environnementales au présent article, ainsi que des engagements contractuels en matière environnementale du ou des titulaires présents au sein de son/leur mémoire technique.

Le titulaire respecte toute réglementation en vigueur en matière de responsabilité environnementale et particulièrement celle régie par le Code de l'environnement. Lorsque la réglementation évolue lors de l'exécution du marché, le titulaire s'y conforme et communique à l'acheteur les mesures mises en œuvre. Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental : le titulaire s'engage à mettre à la disposition de l'acheteur les livrables de préférence au format dématérialisé (format .pdf ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco-labellisés garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemple : label FCS, PEFC ou équivalent).

Durant la durée du marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les pratiques les moins impactantes sur l'environnement. Celles-ci devront être décrites dans le mémoire technique du titulaire. Il veillera en particulier :

- à recourir autant que possible à des fournitures écologiques et à favoriser le recyclage des consommables, notamment par la définition de modalités de collecte des déchets adéquates ;
- à adapter les véhicules aux quantités transportées.

5.5. Traitement des données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel, les parties sont tenues au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; ci-après « règlement général sur la protection des données » ou RGPD).

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché s'engage à effectuer, pour le compte de l'acheteur, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

5.5.1.Précisions terminologiques

Sont entendus, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données :

- L'acheteur comme « le responsable de traitement » ;
- Le titulaire comme « le sous-traitant ».

Les termes « acheteur » et « titulaire » employés dans le cadre du présent article sont à lire compte tenu de cette correspondance.

5.5.2.Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent marché, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations.

La nature des opérations réalisées sur les données est : consultation, collecte, enregistrement, stockage provisoire, et traitement des données.

Les finalités du traitement sont la fourniture des solutions et prestations décrites dans le CCTP.

Les types de données à caractère personnel traitées sont : nom, prénom, adresse électronique, identifiants de connexion, adresse IP.

Les catégories de personnes concernées sont : les agents du ministère utilisateurs des solutions, ainsi que les personnes extérieures amenées à les utiliser.

5.5.3.Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

5.5.4.Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à :

- a. Fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « Description du traitement de données à caractères personnel » ;
- b. Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- c. Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- d. Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

5.5.5.Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

5.5.5.1 Rappel des principales obligations

Le titulaire du marché s'engage, notamment, à :

1. Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du présent marché ;
2. Traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur figurant dans le présent marché. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;

4. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
5. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - a. - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
 - b. - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
6. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

5.5.5.2 Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.

5.5.5.3 Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels
- Sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - o Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - o Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - o Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.5.5.4 Aide du Titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

De plus, le titulaire aide l'acheteur, dans le cadre du respect par celui-ci de ses obligations :

- À la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données,
- À la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

5.5.5.5 Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

5.5.6. Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent

(Téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

5.5.7.Droit d'information et exercice des personnes concernées (art 13 à 15 du RGPD)

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le RGPD, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

5.5.8.Notification des violations de données à caractère personnel (art. 33 du RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur, par courrier électronique au délégué à la protection des données, toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 4 heures après en avoir pris connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL).

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures – à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

S'il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

5.5.9.Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit détruire toutes les données à caractère personnel.

5.6. Régime des droits de propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables au regard des finalités d'utilisation telles que définies dans le CCTP obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP. Le présent marché fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

5.6.1.Définition des résultats

En complément de l'article 34 du CCAG-FCS, le résultat désigne l'ensemble des livrables liés à l'exécution des prestations de classement (traitement intellectuel et matériel) de documents d'archives conservés aux ANOM.

5.6.2.Dispositions générales

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG-FCS s'appliquent.

Les connaissances antérieures sont entendues comme l'ensemble des éléments antérieurs qui sont utilisés pour réaliser le résultat du marché et dont les droits appartiennent au titulaire ou à l'acheteur ou à un tiers.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

À défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat. Dans cette hypothèse, le titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

S'il est prévu une diffusion des résultats du marché à des tiers, le titulaire s'engage à incorporer aux résultats du marché des connaissances antérieures pouvant être mises à disposition des tiers dès lors que ces connaissances sont indissociables des résultats du marché.

5.6.3.Régime juridique des résultats

Dans le cadre du présent marché, les dispositions de l'article 37 du CCAG-FCS sont applicables.

Le titulaire cède à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités du marché tels que décrits au CCTP et besoins d'utilisation, notamment les suivants :

- Évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- Pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- Permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- Utiliser librement les résultats dans le cadre de colloque ou d'études postérieures.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

5.7. Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG-FCS.

La garantie prévue au CCAG-FCS de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

5.8. Pénalités

5.8.1.Principes généraux

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du Titulaire.

5.8.2.Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, et sous réserve de l'application préférentielle des régimes décrits ci-dessus, la pénalité de retard est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R/100$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = le montant HT de la prestation concernée ;

R = le nombre de jours de retard (calendaires).

Tout jour commencé est compté pour un jour entier de retard.

5.8.3.Pénalités pour non-respect de l'équipe dédiée

En vertu de l'article 5.1.3 du présent CCAP, le titulaire doit informer l'acheteur de tout changement de personne affectée pour réaliser les prestations par l'envoi d'un avis modificatif. Il propose par la suite à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et les titres dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné précédemment.

En cas de non-respect de ce délai ou à défaut de toute proposition le titulaire est redevable auprès des ANOM d'une pénalité de 100 €HT par défaut constaté et par jour ouvré jusqu'à totale régularisation.

En cas de non-acceptation du remplaçant par l'acheteur, celui-ci indique par écrit au titulaire les raisons de cette non-acceptation et le met en demeure de proposer un profil adéquat. Si dans un délai de 10 jours calendaires le titulaire n'a pas communiqué le profil d'un nouveau remplaçant ou en cas de nouveau non-respect du niveau de compétences et d'expertises des membres de l'équipe dédiée présentées dans le mémoire technique du titulaire, le titulaire est redevable auprès des ANOM d'une pénalité de 100 €HT par défaut constaté et par jour ouvré jusqu'à totale régularisation.

Article 6 - Régime financier

6.1. Forme et contenu des prix

Les prestations seront rémunérées par application de prix unitaires figurant dans les annexes financières à l'acte d'engagement composées du bordereau des prix unitaires (BPU).

Ces prix comprennent l'ensemble des prestations décrites au CCTP (dont les prestations associées) et, de manière générale, l'ensemble des frais nécessaires à leur réalisation.

Les prix sont réputés complets, et inclure :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- La cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés à l'article 5.6 du présent CCAP et au chapitre 6 du CCAG-FCS ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- Le suivi commercial ;
- Les droits de reproduction et de diffusion sous format numérique d'extraits de publications ou d'œuvres protégées, dans le respect des dispositions du code de la propriété intellectuelle.

6.2. Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

6.3. Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro (€).

6.4. Révision des prix

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 (mois de remise des offres).

Les prix sont révisés annuellement par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,125 + 0,875 (\ln-3/I_0)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé HT de la période considérée

P₀ = prix initial HT de l'accord-cadre au mois M0 (mois de remise des offres)

ln-3= Index de référence, à la date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre moins 3 mois

I₀ = même index de référence en valeur de base de l'accord-cadre (mois de remise des offres)

Les valeurs finales seront arrondies au centime d'euro.

L'index de référence utilisé est le suivant :

- ICHTrev-TS : « indices du coût horaire du travail révisé- tous salariés / activités spécialisées scientifiques et techniques (nomenclature d'activité NAF rev 2 couvrant le secteur marchand) » publiés par le Bulletin Mensuel Statistique de l'INSEE)

Périodicité de révision des prix

Les prix sont révisés, à la baisse comme à la hausse, à la date du premier anniversaire (soit 1 an) de la notification du marché par application aux prix du BPU de la formule décrite ci-dessus.

Ils s'appliquent aux bons de commandes émis à compter de leur entrée en vigueur.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du mandatement, le pouvoir adjudicateur procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié. Le pouvoir adjudicateur procède à la revalorisation définitive dès que les index correspondants sont publiés.

6.5. Modalités financières

6.5.1. Avances

Sauf refus exprès mentionné dans l'acte d'engagement, le titulaire du marché peut percevoir une avance.

Conformément à l'article R. 2191-16 du Code de la commande publique, les accords-cadres ne comportant pas de minimum fixé en valeur ouvrent droit au versement d'une avance pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution dépassant les deux mois.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30% pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R. 2191-11 et suivants du code de la commande publique.

6.5.2.Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois. La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique. Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

6.5.3.Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le marché ou un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-46 et suivants du Code de la commande publique.

L'acheteur remet, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du contrat.

Les comptables assignataires compétents sont :

- Le directeur régional des finances publiques de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches du Rhône ;
- Les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :
 - o Arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'État ;
 - o Arrêté du 21 décembre 2018 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires du ministère de la défense.

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

6.5.4.Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du Code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du

principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

6.6. Modalités de facturation

6.6.1. Prérequis à la facturation due à l'exécution des prestations

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du Titulaire, précisé dans l'acte d'engagement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

6.6.2. Mentions devant apparaître sur les factures dues à l'exécution des prestations

Les demandes de paiement établies par le Titulaire, outre les mentions légales, comprennent les mentions suivantes :

- La référence de la consultation de l'accord-cadre **ANOM 2026-01** ;
- Le numéro Chorus de l'accord-cadre ;
- Le numéro EJ Chorus du bon de commande commençant par 14 ;
- Le code du service exécutant CGF0000013 ;
- La dénomination et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- La référence d'inscription au répertoire du commerce et au répertoire des métiers ;
- Les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
- La désignation des prestations effectuées (nature, numéro de série, volumétries, références du BPU...) ;
- La date de livraison et/ou d'exécution des prestations ;
- Les prix indiqués par référence à l'annexe financière (BPU) ;
- Le montant total hors TVA et TTC.

Les ANOM se réservent le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions. Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro (€).

6.6.3. Transmission des factures

Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Pour la transmission des factures, le titulaire doit utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant sur <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir directement ses factures.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse : <https://lab.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le Titulaire peut s'adresser à :

https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm?id=aife_contact

Article 7 - Dispositions diverses

7.1. Notification des informations et échanges dématérialisés

Le représentant de l'acheteur notifie au représentant du titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges, quand ils ne peuvent pas se faire en présentiel, s'effectuent par des mécanismes dématérialisés (téléconférence, mails, etc.)

7.2. Langue

Le titulaire emploie la langue française :

- Dans sa communication orale dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché (y compris dans les comités, les réunions, les groupes de travail, etc.) ;
- Dans la rédaction des documents.

Il ne peut utiliser ni expression ni termes étrangers lorsqu'il existe une expression ou un terme français de même sens approuvés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires relatives à l'enrichissement de la langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français intelligible et claire.

7.3. Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent. (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L. 2193-7 du Code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous quinze (15) jours dès réception de la demande.

7.4. Assurances

Le titulaire est responsable civilement de l'intégrité et de la bonne conservation des documents qui lui sont confiés par le pouvoir adjudicateur. Il lui appartient de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer contre les risques de dégradation, de perte ou de vol de documents au sein de son entreprise.

Ainsi, le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. C'est pourquoi, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurance. Cette assurance devra couvrir le titulaire en cas de détérioration irréversible d'un document produite dans le cadre des transports, d'une erreur de manipulation ou de stockage. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire estimer le montant du préjudice par un expert dûment qualifié.

Le titulaire est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Assurance exceptionnelle : au cas où le titulaire se verrait confier un document de très grande valeur, il sera tenu d'augmenter le plafond de son assurance à hauteur.

7.5. Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr> ; ou sur la boîte fonctionnelle suivante : compta.anom@culture.gouv.fr.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du Ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du Code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du Code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

7.6. Modification du marché

•Dispositions de droit commun

Pour les cas non prévus par la clause de réexamen, les dispositions de droit commun du code de la commande publique restent applicables notamment pour les modifications de faibles montants et induites par des circonstances imprévisibles.

•Modifications de faibles montants

Conformément à l'article R. 2194-8 et R. 2194-9 du Code de la commande publique, la possibilité pour l'acheteur de modifier le présent marché en cours d'exécution par avenant reste ouverte. Les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont cumulativement limitées à 10 % du montant du marché initial et restent inférieures aux seuils européens applicables aux marchés de services établis à l'annexe 2 du Code de la commande publique.

•Modifications induites par des circonstances imprévues

Conformément à l'article R. 2194-5 du Code de la commande publique, le présent marché peut être modifié par voie d'avenant lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Les modifications des clauses financières du contrat, « sèches » (modifications des clauses financières uniquement) ou induites par les modifications techniques, ont pour unique but de compenser les surcoûts subis du fait des circonstances imprévisibles. Il est entendu par circonstances imprévisibles les circonstances qu'une partie diligente ne pouvait pas prévoir au moment de la conclusion du contrat.

Le montant d'une modification ne peut être supérieur à 50% du montant initial du marché en vertu de l'article R. 2194-3 du code de la commande publique.

Champ d'application et nature des modifications envisageables

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, les modifications des clauses financières du présent marché sont envisageables dans les cas suivants :

- Si l'acheteur décide de confier de nouvelles missions complémentaires et nécessaires à l'exécution des prestations du présent marché ;

La mise en œuvre des modifications

Ces modifications sont initiées par l'acheteur ou par le titulaire qui, par tous moyens et dans les plus brefs délais, informe l'autre partie de la nature de la modification envisagée et du fait générateur en vue de la conclusion éventuelle d'un avenant.

La rémunération du titulaire est adaptée en conséquence des modifications techniques à réaliser.

Dans le cas où les parties n'arriveraient pas à s'entendre sur les conséquences financières des modifications envisagées, le recours à un expert extérieur de leur choix est possible.

7.7. Résiliation du marché

L'acheteur peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la commande publique. En plus des cas de résiliation envisagés au CCAG-FCS, l'acheteur peut résilier le marché pour les raisons suivantes :

- Non-respect du RGPD ;
- Non-remplacement de l'interlocuteur désigné ;
- Dégradation des documents.

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

7.8. Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

7.9. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du Code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

7.10.Redressement ou liquidation judiciaires

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire. Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 621.137 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 621- 28 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

7.11.Différends

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

7.11.1.Principes communs au règlement amiable des différends

Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends

La médiation ou la conciliation par la préfecture de la région PACA sont des processus de règlement amiable des différends.

Préfecture de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur

Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR)

CCIRA de Marseille

Place Félix Baret CS 80001

13282 MARSEILLE Cedex 06

Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquée dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur interne ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

Confidentialité

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

Possibilité de recourir au médiateur interne du ministère de la Culture

En cas d'échec des négociations directes engagées entre les parties au présent marché, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de la Culture à l'adresse suivante:

sg-mediateur-fournisseurs@culture.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de la Culture,
182, Rue Saint-Honoré
75001 Paris

Attention, le médiateur interne du Ministère de la Culture n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le Ministère.

Modalités de saisine du médiateur interne :

La saisine du médiateur interne du ministère de la Culture doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande
- son numéro de SIRET,
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- l'objet de sa sollicitation,
- le service concerné au sein du ministère de la Culture
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur interne se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur interne sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur interne envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

Durée de la médiation

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur interne dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du Code de justice administrative.

7.11.2.Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du Code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :

Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
1C - Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss
Télédoc 353
75703 PARIS Cedex 13

7.12.Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au :

Tribunal administratif de Marseille
31 rue Jean-François Leca
13 002 Marseille
Téléphone : 04 91 13 48 13 – Télécopie : 04 91 81 13 87
Courrier : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Les tribunaux de grande instance compétents pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle sont désignés par le Code de l'organisation judiciaire.

7.13.Suspension du marché

7.13.1.Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un accord-cadre ou un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Il lui revient de prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché, à laquelle il fait face, notamment en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

À ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

7.13.2.Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article 46.1 du CCAG-FCS relatif aux différends entre les parties.

Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

7.13.3.Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG-FCS.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

7.13.4.Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du Code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions de l'article 46.1 du CCAG/FCS, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation :

- *Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat*

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'Économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. À défaut, la demande d'indemnisation est rejetée. Un pourcentage de 10% du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

- Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG/FCS.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire :

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment). Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Échanges dématérialisés »).

Article 8 - Dérogations au CCAG

Article du présent CCAP	Article du CCAG-FCS	Objet de la dérogation
2.1.2	3.4.1 CCAG-FCS	Représentation du titulaire
4	4.1 CCAG-FCS	Liste des documents contractuels
5.2	30.2.1 CCAG-FCS	Constatation de l'exécution des prestations
5.8.2	14.1.1 CCAG-FCS	Pénalités de retard